

Déclaration liminaire du CTI du 18 septembre 2018

Nous sommes aujourd'hui présents en CTI pour débattre et prendre connaissance du nouveau fonctionnement en termes de service et de couverture de poste d'un établissement mythique et flambant neuf, Paris la Santé.

Un établissement se voulant être le nouveau porte étendard de la pénitentiaire fièrement porté par notre ministre et notre DAP.

Force est de constater que pour le personnel le compte n'y est pas et qu'à part la réhabilitation de l'établissement rien de neuf...

Notre ministre fanfaronne devant les médias et l'opinion publique en vantant ses différents plans de modernisation du monde carcéral et veut faire de PLS l'emblème de celle-ci avec, entre autre l'installation du téléphone fixe en cellule...

Mais dans un monde carcéral angélisé, à la douce odeur de Bisounours, quelle place est réservée aux personnels ?

Il nous est souvent reproché sous couvert d'idées bienpensantes et de grands idéaux républicains de mettre en comparaison les avancées des conditions de vie de la PPSMJ et de nos conditions de travail alors même que celles-ci soient liées.

Mais là, la coupe est pleine et l'écart est si grand qu'ils nous étaient impossibles de la passer sous silence.

Comment la ministre avec un tel affichage médiatique et à travers le DAP peut-elle à ce point mépriser ses personnels ?

Malgré des rapports d'experts médicaux accablants, malgré une espérance de vie inférieure de plus de huit ans à la moyenne nationale, avec un taux de suicide faisant parti des plus élevés de toutes les professions du pays, pouvez-vous donner mandat à votre DAP et infliger par le biais de l'organigramme de référence de tels rythmes de travail ?

Votre compassion et votre engagement font pâle figure face à la réalité du terrain qui sera imposée aux femmes et aux hommes qui serviront votre ministère...

Comment en 2018 peut-on encore ouvrir un établissement avec si peu d'agents pour autant de postes à tenir ? Avec pour résultat de mettre en place un planning prévisionnel à l'année qui ne prévoira qu'un seul véritable Rh par semaine ?

Les surveillants ne sont-ils que des bêtes de somme à vos yeux ?

Dans quelle profession aujourd'hui en France l'octroi d'un seul RH par semaine est-il la norme ? Comment pouvons-nous encore faire travailler de manière répétitive et programmée un agent 18h00 sur 24h00, le matin sur une course de 6h45 jusqu'au petit matin du lendemain ?

Cet organigramme est une mascarade pour nos collègues, un crachat de plus sur leur vie sociale et familiale sans compter l'impact considérable de l'usure professionnelle sur leur santé.

Sommes-nous des citoyens de seconde zone ou des sous fonctionnaires pour ne pas bénéficier du même droit au repos hebdomadaire que nos concitoyens ?

Nous tenons à saluer l'engagement de chacun des acteurs de terrain de cette réouverture et souligner le travail remarquable qu'ils accomplissent malgré des contraintes qu'ils ne maîtrisent pas.

En effet, en dépit de toutes les bonnes volontés de chacun la dure réalité du terrain nous revient en pleine face, les moyens humains étant ce qu'ils sont nous assistons au résultat implacable de l'organigramme de référence : une proposition de rythme de travail d'un autre temps où l'agent est une nouvelle fois la dernière roue du carrosse !

Une démonstration si il en fallait une de l'inaptitude de cette administration à se résoudre à ne plus réitérer ses vieux travers pourtant clairement identifiés...

Les femmes et les hommes de notre administration méritent beaucoup plus !

La fidélisation et l'attractivité de notre métier doit en passer par là et se doit d'être une priorité de notre ministère bien au-delà du téléphone fixe en cellule ou d'un canapé et d'une kitchenette lors d'une visite parloir en maison d'arrêt !

La PPSMJ va connaître la modernité quand les personnels auront quant à eux toujours le même service qu'à la première mise en marche de PLS en 1880...

Après nous entendrons ici et là se plaindre et déplorer des taux alarmants de participations au concours...

Qui aujourd'hui en 2018 est prêt à quitter femmes et enfants, vivre dans 15m carrés travailler de jour comme de nuit dimanche et jour férié avec des cadences infernales, avec 1 jour de Rh par semaine, des congés imposés, face à une population pénale ultra violente sans autorités pour y faire face, pour la modique somme de 1500 euros net par mois primes incluses...